

Séance ordinaire du mardi 6 février 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le six février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphane JUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER.

Absents / Excusés :

Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Mise en sécurité et réhabilitation du Parc de Lunaret - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2022 - Avenant n°4 à la convention de mandat - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le parc zoologique de Lunaret, ouvert au public depuis 1964, est un secteur de promenade et de visite très prisé des Montpelliérains, qui aiment à flâner dans cet espace caractéristique de garrigues méditerranéennes de 80 ha, abritant le zoo sur une partie de 30 ha environ. Depuis 52 ans, il ne cesse de s'agrandir et de se transformer pour accueillir dans les meilleures conditions plusieurs milliers de visiteurs chaque année avec des pointes recensées à 3 000 visiteurs jour.

En 2011, en réponse aux prescriptions de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP), la direction du parc zoologique a mis en place un certain nombre de mesures palliatives, et a missionné, parallèlement, la société QCS SERVICES, pour la réalisation d'un vaste diagnostic sécurité des installations, du point de vue de toutes les réglementations applicables au site (espaces verts, ERP, ICPE, Secteur rouge du PPRIF). Aussi, conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants) et afin de gérer au mieux un projet techniquement complexe, nécessitant des processus d'ingénierie, de mise en œuvre technique et de pilotage de chantier spécifiques en site occupé, la Collectivité a décidé de déléguer à un mandataire le soin de faire réaliser les éléments de projet restant à mener, en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du Maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat.

A cet effet, le parc zoologique de Lunaret fait l'objet d'un programme de réhabilitation et de mise en sécurité depuis 2012. Cette étude, finalisée fin 2012, a permis une vision globale de l'état des installations du parc. Elle a dressé une première liste d'actions urgentes à planifier ainsi qu'un phasage de l'ensemble des mises en conformité et en évalue les grandes masses financières.

Par décision n°VD2018-256 du 6 août 2018 un mandat a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la mise en œuvre du programme de mise en sécurité et de réhabilitation du parc zoologique de Lunaret. Le mandat de maîtrise d'ouvrage a été notifié le 06 septembre 2018, après transmission à la Préfecture de l'Hérault le 30 août 2018.

Par décision n°VD2019-574 du 29 novembre 2019, la Ville de Montpellier a approuvé l'avenant n°1 prévoyant le versement d'une avance complémentaire de 2 000 000 € répartie entre janvier 2020 et janvier 2021. Le projet ainsi que les opérations confiées à la SA3M sont décrits dans le cadre du compte rendu annuel à la collectivité (CRAC). L'avancement financier et la révision du bilan prévisionnel sont également détaillés dans le même document susvisé.

Par délibération en date du 12 avril 2021, la Ville de Montpellier a approuvé l'avenant n°2 prévoyant le versement d'une avance complémentaire de 2 000 000 € répartie entre janvier 2020 et janvier 2021 ainsi que le CRAC pour l'exercice 2019.

Par délibération en date du 7 avril 2022, la Ville de Montpellier a approuvé l'avenant n°3 prévoyant le versement d'une avance de 1 000 000 € en janvier 2024 (au lieu de janvier 2021) d'une part, ainsi que l'approbation du CRAC d'autre part.

Le projet ainsi que les opérations confiées à la SA3M sont décrits dans le cadre du CRAC. L'avancement financier et la révision du bilan prévisionnel sont également détaillés dans le même document.

Par ailleurs, il a été arbitré par le maître d'ouvrage, en comité de pilotage du 20 avril 2021, une modification de périmètre sur la partie réhabilitation du parc zoologique (réduction) et le souhait d'une reprise de la programmation (mise au point du programme scientifique, pédagogique et culturel et mise au point et suivi d'une maîtrise d'œuvre étoffée scénographique notamment) avec modification du plan de collection animalière. Les espèces animales emblématiques seront conservées, comme les girafes, les lions et les guépards ; par ailleurs, la mission de conservation sera renforcée autour de la faune méditerranéenne et subsaharienne, au regard des enjeux du réchauffement climatique. La mission de bien-être animal sera également renforcée par le choix d'espèces compatibles avec notre climat et par la prise en compte de non éjointage et non rémigeage des oiseaux. La prise en compte environnementale sera également privilégiée, en évitant des espèces nécessitant des aménagements trop lourds pour le site, une trop grande consommation d'énergie et d'eau.

Cette modification s'inscrit dans la volonté de réhabiliter le parc zoologique au sein d'un projet ambitieux : la création d'un Grand Parc de Lunaret.

Ce dernier, d'une surface d'environ 172 ha correspond, en grande partie, au périmètre historique des propriétés acquises par la Ville de Montpellier dans le cadre du legs de la famille DE LUNARET en 1919. Ce périmètre englobe, en plus du parc zoologique situé en son cœur, le bois de Montmaur, la réserve naturelle du Lez, la base nautique de Lavalette avec l'ancien orphelinat (ancienne maison de maître d'Henri DE LUNARET) et l'ensemble des parcelles expérimentales situées de part et d'autres du Lez, mises à disposition aux différents organismes de recherches œuvrant dans le domaine de la protection de la biodiversité et de l'agronomie, très présents sur le territoire de Montpellier. Le projet de Grand Parc de Lunaret doit permettre :

- o De révéler l'histoire exceptionnelle de ce site ;
- o De préserver un patrimoine naturel et paysager exceptionnel mais aussi fragile (risque incendie, risque d'inondation, pression humaine...) ;
- o De présenter les enjeux liés à la biodiversité et l'histoire du rapport de l'Homme avec la Nature ;
- o De créer un hôpital de la faune sauvage ;
- o De constituer un cadre de travail de qualité pour les nombreux chercheurs œuvrant dans les laboratoires et institutions de recherche présents *in situ* ;
- o De renforcer le lien avec la communauté scientifique locale et de s'ouvrir encore plus au reste du monde, dans un contexte de réchauffement climatique planétaire avec des conséquences dramatiques sur la diversité biologique et la santé humaine, cœur des préoccupations des acteurs de MedVallée ;
- o D'accompagner la transition écologique de ce territoire en créant de nouvelles connexions accessibles

- à tous et en facilitant les flux de circulation à l'intérieur du site ;
- o D'offrir au plus grand nombre des espaces de loisirs pour tous ;
- o De restructurer la serre Amazonienne aujourd'hui fermée au public à cause de non-conformités concernant des problèmes de sécurité sur l'accueil du public et de problèmes de bien-être animal.

Ce projet doit répondre à l'attractivité que génère déjà le parc zoologique, mais aussi les berges du Lez, et qui va augmenter avec l'arrivée de la ligne 5 de tramways et la création de 3 stations dont la station CNRS/Lunaret sur la route de Mende, qui desserviront le site.

Ainsi, la nouvelle autorisation de programme arbitrée en 2021 par la Collectivité et arrêtée à 27.7 MK€ TTC visant la refonte du projet de réhabilitation du parc zoologique et poursuite de l'opération, ne tient pas compte des antécédents réglés à ce jour couverts par la précédente autorisation de programme (AP).

Etendant sa réflexion plus largement hors des murs du seul parc zoologique (bois de Montmaur – berges du Lez – base nautique de la Valette), le maître d'ouvrage a dès lors décidé de suspendre la poursuite de l'opération pour l'exercice 2021 dans l'attente d'une mise au point programmatique. L'année 2021 a été marquée par la poursuite des travaux de mise en sécurité du parc zoologique de Lunaret liés aux injonctions faites par la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) dans le cadre d'une mise en demeure adressée le 09 août 2021.

Ces travaux se sont poursuivis en 2022 et ont porté sur la reprise complète ou partielle des clôtures et des portails d'une dizaine d'enclos, l'épierrement de ceux-ci, la gestion des effluents liquides avec l'implantation de cuves de récupération, l'isolation et l'étanchéification des bâtiments avec une rénovation partielle des cabanes en bois à usage d'abris (premier niveau d'intervention avant reprise intégrale dans le cadre du projet de restructuration des enclos), l'agrandissement et la diversification de la zone accessible aux rhinocéros avec création de zones d'ombrage et la matérialisation du parcours visiteur. Parallèlement, des espèces ont été transférées vers d'autres parcs car leurs conditions de vie au Zoo de Montpellier n'étaient pas satisfaisantes (ours, bongos) et d'autres ont été changées d'enclos (loups ibériques, gazelle damas) afin de lever l'avis de dangerosité et de non-respect du bien-être animal mentionné dans la mise en demeure.

L'année 2022 a été consacrée à la désignation d'un programmiste et démarrage des études correspondantes. Il s'agit d'une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la programmation muséographique et technique détaillée du parc zoologique, ainsi que du suivi opérationnel de sa transcription en phase de conception et en phase de réalisation. L'année 2023 a poursuivi ce travail de définition du programme du futur parc zoologique qui a consisté en :

- La refonte du périmètre et programme définitif du futur parc zoologique pour ainsi en préciser le nouveau contenu et budget ;
- L'engagement au cours du dernier trimestre, des études opérationnelles par la maîtrise d'œuvre (mandataire) TN+, conformément au nouveau programme approuvé ;
- A l'achèvement des études opérationnelles de la zone technique 3 et de l'espace pédagogique ainsi qu'au dépôt et instruction des deux permis de construire afférents.

Le bilan inscrit au CRAC 2022 est augmenté de 1 991 K€ TTC pour tenir compte, d'une part, de l'actualisation des prix sur le reste à réaliser des dépenses au regard de l'évolution des indices au cours de l'année écoulée et des ajustements de programme souhaités par la Ville de Montpellier sur les périmètres de zone technique 3 et de l'espace pédagogique, d'autre part.

Enfin, un avenant n°4 est nécessaire pour entériner les modifications de l'échéancier de règlement de la seconde avance de 1 000 000 € fixée initialement en 2024 pour la reporter en 2025.

L'article 15.2 « *avance de la convention de mandat- b) avance complémentaire* » est modifiée comme suit :

Le mandant versera une avance complémentaire de 2 000 000 € suivant l'échéancier suivant :

- En janvier 2020, le mandant a versé 1 000 000 € ;
- En janvier 2025 le mandant versera 1 000 000 €.

Ces sommes seront restituées au mandant par le mandataire à l'expiration de la convention de mandat.

En cas d'insuffisance de ces avances, le mandataire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités.

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir de ces avances figureront au compte de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération de mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret, établi en juillet 2023 par la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par SA3M ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°4 à la convention de mandat de travaux ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Alban ZANCHIELLO.

Fait à Montpellier, le 16 février 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 février 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2022-MAJ 29112023.pdf
- 2961 CRAC 2022 BILAN SYNTHESE (002).pdf
- 02961_AVENANT 4_-maj 29112023.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240206-256038-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/02/24
Réception en Préfecture : 19/02/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.